



Extrait du La CODE (La Coordination des ONG pour les Droits de l'Enfant)

<http://lacode.be/recommandations-pour-des.html>

Recommandations pour des politiques locales respectueuses des droits de l'enfant

- Nos publications - Rapports généraux et alternatifs sur les droits de l'enfant -
Date de mise en ligne : lundi 29 octobre 2018

La CODE (La Coordination des ONG pour les Droits de l'Enfant)

A la suite des élections communales du 14 octobre 2018, il a semblé essentiel à la Coordination des ONG pour les droits de l'enfant (CODE) et à ses 15 membres, qui veillent ensemble à la bonne application de la Convention en Belgique et en particulier en Fédération Wallonie-Bruxelles, de rappeler l'importance que les responsables politiques communaux soient conscients de leur rôle.

Il est fondamental que les responsables locaux considèrent tous les enfants comme des acteurs de leur vie et de celles de leur commune. Et aussi, qu'ils aient une bonne connaissance de la réalité des enfants les plus vulnérables, et qu'ils veillent à les prendre en compte dans toutes leurs décisions susceptibles de concerner les moins de 18 ans. On pense en particulier aux enfants de familles en situation de pauvreté, aux enfants migrants (accompagnés ou non), aux enfants porteurs d'un handicap, aux enfants malades et/ou hospitalisés, aux enfants aidants proches, et aux enfants en conflit avec la loi.

Parallèlement, il est important de rendre disponibles des informations claires, à l'attention du plus grand nombre (citoyens, professionnels de l'enfance, agents communaux, parents, et enfants eux-mêmes) quant aux pistes d'amélioration envisageables pour un meilleur respect des droits de l'enfant.

C'est dans cette optique qu'a été élaborée cette analyse, reprenant les recommandations élaborées dans l'étude 2018 de la CODE « Place aux enfants ! Feuille de route pour des communes respectueuses des droits de l'enfant », dans laquelle le lecteur trouvera également des données, références, avis des enfants... Elles s'axent autour de cinq thématiques : la participation, l'éducation, l'espace public, les précarités et la migration.

Cette analyse est donc à considérer comme un travail de synthèse, dans un format pertinent pour qu'elle devienne un document de travail pour tous.